



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2015

SOMMAIRE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	3
COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES ET NOTES ANNEXES	14
RAPPORT DES CAC SUR L'EXAMEN LIMITE DES COMPTES	47
DECLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU DOCUMENT	50

Rapport semestriel d'activité

RESULTATS CONSOLIDES DU PREMIER SEMESTRE 2015

- Introduction
- Analyse des résultats consolidés
- Liquidité et sources de financement
- Contrats importants
- Faits marquants du début d'année

CONCLUSION ET PERSPECTIVES 2015

PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

SECTION 1 - LES RESULTATS CONSOLIDES DU PREMIER SEMESTRE 2015

1.1 Introduction

Le premier semestre 2015 témoigne d'une forte **progression des résultats en données comparables**, comme le reflètent les indicateurs clés suivants :

- **volume d'émission de 9 110 millions d'euros**, en hausse de **+9,6%** ;
- **chiffre d'affaires de 539 millions d'euros**, en hausse de **+7,8%** ;
- **résultat d'exploitation courant de 165 millions d'euros**, en hausse de **+14,6%** ;
- **marge brute d'autofinancement¹ (FFO) de 148 millions d'euros**, en hausse de **+14,9%**.

Les résultats sont aussi en **progression soutenue en données publiées**, comme le témoignent les deux agrégats ci-dessous :

- **résultat d'exploitation courant** en croissance de **+11,5%** ;
- **résultat courant après impôt par action** en hausse de **+10,7%**.

Le Groupe a accompli plusieurs réalisations majeures au premier semestre 2015 :

- Développement sur le marché français des **Avantages aux salariés** à travers l'augmentation de la participation dans la société **ProwebCE** ;
- Renforcement de la stratégie de développement de l'activité **Gestion des frais professionnels**, grâce à la finalisation de l'acquisition de 34% d'**UTA** en Allemagne et la mise en place d'un partenariat commercial majeur au Brésil avec **Daimler** ;
- **Poursuite du passage au numérique**, avec **66%** de volume d'émission dématérialisé à la fin du semestre.

Principaux agrégats du premier semestre 2015

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2015	% Variation	
			Publiée	Organique ²
Volume d'émission	8 320	9 110	+9,5%	+9,6%
Chiffre d'affaires opérationnel avec volume d'émission	397	428	+7,5%	+9,1%
Chiffre d'affaires opérationnel sans volume d'émission	53	75	+45,0%	+3,8%
Chiffre d'affaires financier	36	36	-1,5%	0,0%
Chiffre d'affaires total	486	539	+10,8%	+7,8%
Résultat d'exploitation courant opérationnel	112	129	+15,8%	+19,5%
Résultat d'exploitation courant financier	36	36	-1,5%	0,0%
Résultat d'exploitation courant total	148	165	+11,5%	+14,6%
Résultat avant impôt et éléments non récurrents	121	148	+23,0%	N/A
Résultat net part du Groupe	70	82	+17,3%	N/A
Résultat courant après impôt – Part du Groupe	82	91	+12,5%	N/A
Résultat courant après impôt par action (en €)	0,36	0,40	+10,7%	N/A

¹ Marge brute d'autofinancement avant éléments non récurrents (Funds From Operations).

² Soit en données comparables (c'est-à-dire à périmètre et taux de change constants).

1.2 Analyse des résultats consolidés

Les comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 ont fait l'objet d'un examen limité de la part des Commissaires aux Comptes dont le rapport est intégré dans le présent document page 47.

1.2.1 Volume d'émission

En ligne avec l'objectif de croissance organique annuel compris entre +8 et +14%, le volume d'émission du premier semestre 2015 s'élève à **9 110 millions d'euros**, en hausse de **+9,6%**.

Comparée à la croissance du premier semestre 2014 (+12,3% en données comparables), la croissance organique du volume d'émission du premier semestre 2015 (+9,6% en données comparables) est une excellente performance. Elle s'établit en effet sur une base de comparaison élevée, la croissance du volume d'émission du premier semestre 2014 ayant bénéficié de la forte contribution de l'activité au Portugal³ (environ 200 points de base de croissance) et, comme attendu, la contribution de la hausse des valeurs faciales⁴ est moins élevée en 2015 qu'en 2014 (pour environ 100 points de base).

L'évolution est de +9,5% en données publiées, intégrant :

- des effets de périmètre de +0,8%, incluant notamment les acquisitions de Bonus (Brésil) et Nets Prepaid (Finlande) ;
- des effets de change de -0,9% sur la période, principalement liés à la dépréciation du real brésilien par rapport à l'euro (-4,8%) et au changement de taux du bolivar fuerte vénézuélien⁵ (-61,3%).

1.2.1.1 Volume d'émission par région

Croissance organique	1 ^{er} trimestre 2015	2 ^{ème} trimestre 2015	1 ^{er} semestre 2015
Amérique latine	+17,3%	+13,4%	+15,2%
Europe	+2,7%	+4,3%	+3,5%
Reste du Monde	+16,0%	+16,9%	+16,4%
TOTAL	+10,0%	+9,3%	+9,6%

L'**Amérique latine** enregistre un volume d'émission de **4,6 milliards d'euros** au premier semestre, en hausse de **+15,2%** en données comparables, dont +13,4% au deuxième trimestre.

Au **Brésil**, le volume d'émission progresse de +11,9% en données comparables sur le premier semestre dans un environnement économique bien moins favorable qu'en 2014. Ainsi, en dépit d'une augmentation significative du chômage, le volume d'émission des solutions d'Avantages aux salariés progresse de +8,0% en données comparables, témoignant de la solidité des fondamentaux de cette activité qui bénéficie de l'augmentation de la pénétration et de la valeur faciale. L'activité Gestion des frais professionnels progresse, quant à elle, à un rythme très soutenu de +27,5% en données comparables.

En **Amérique latine hispanique**, le volume d'émission est en hausse de +21,3% en données comparables, illustrant la bonne performance des activités Avantages aux salariés (+19,9%) et Gestion des frais professionnels (+23,0%). Le **Mexique**, premier pays contributeur de la zone, enregistre, quant à lui, une forte croissance organique de +20,8% sur la période, avec une base de comparaison élevée de l'activité Avantages aux salariés depuis juin 2015⁶. Cette performance reflète également une progression forte de l'activité Gestion des frais professionnels.

En **Europe**, le volume d'émission du premier semestre atteint **4,2 milliards d'euros**, en progression de **+3,5%** en données comparables. Cette croissance témoigne de tendances plus favorables au deuxième trimestre, avec une croissance du volume d'émission qui s'accélère pour atteindre +4,3%.

³ Forte croissance liée à un changement législatif favorable au titre-restaurant en juin 2013.

⁴ Le Groupe a annoncé le 12 février attendre une contribution plus faible de ce levier en 2015, compte-tenu du ralentissement de l'inflation mondiale.

⁵ Le taux moyen au premier semestre atteint 176,48 VEF/€ et correspond à la moyenne entre le taux SICAD II, utilisé entre le 1^{er} janvier et le 11 février 2015, et le nouveau taux SIMADI utilisé pour le reste de la période. Le SICAD II n'ayant plus d'existence juridique depuis le 11 février, le Groupe a choisi d'appliquer le taux de change le plus conservateur.

⁶ Suite aux changements règlementaires favorables intervenus en 2014.

La **France** enregistre une croissance de +3,8% en données comparables à fin juin, reflétant une croissance solide de l'activité Ticket Restaurant® (+4,4%), alimentée notamment par le développement des ventes de la carte Ticket Restaurant® : plus de 110 000 salariés bénéficient de cette solution à fin juin (dont environ 40% sont issus de nouveaux clients), faisant du Groupe le leader de la dématérialisation en France.

En **Italie**, la hausse du volume d'émission du secteur privé au premier semestre (+3,0% en données comparables), compense largement la baisse attendue du secteur public. La croissance dans les pays d'**Europe centrale** se poursuit (+5,7% en données comparables), grâce à un environnement économique plus favorable.

Par ailleurs, au premier semestre, le **Royaume-Uni** enregistre une croissance de +2,2% de la solution Childcare Vouchers®.

Enfin, le volume d'émission de la zone **Reste du monde** augmente de **+16,4%** en données comparables sur le premier semestre. Cette performance reflète notamment une forte croissance en **Turquie**, premier pays contributeur de la zone.

1.2.1.2 Volume d'émission par levier de croissance

Au premier semestre, les quatre leviers de croissance du Groupe ont contribué à la hausse de **+9,6%** du volume d'émission en données comparables :

- **l'augmentation du taux de pénétration sur les marchés existants**, à hauteur de **+4,6%**, traduisant la dynamique des marchés et la bonne performance des équipes de vente ;
- **la hausse de la valeur faciale des titres**, principalement dans les pays émergents, pour **+2,5%** ;
- **la création et le déploiement de nouvelles solutions**, à hauteur de **+2,3%**, comprenant notamment les contributions des solutions Ticket Plus® Card, lancée en mars 2012 sur le marché allemand, et Ticket Cultura®, lancée en octobre 2013 au Brésil ;
- **l'expansion géographique**, à hauteur de **+0,2%** (contribution de la **Finlande**, du **Japon** et de la **Colombie**).

1.2.2 Chiffre d'affaires

Le **chiffre d'affaires total** s'établit au premier semestre 2015 à **539 millions d'euros**, en progression de **+7,8%** en données comparables. Il est composé du chiffre d'affaires opérationnel avec volume d'émission (+9,1% en données comparables), du chiffre d'affaires opérationnel sans volume d'émission (+3,8% en données comparables) et du chiffre d'affaires financier (stable en données comparables).

En données publiées, l'évolution du chiffre d'affaires total est de **+10,8%**, après prise en compte des effets de périmètre (+4,2%) et d'un impact de change de -1,2%.

Le chiffre d'affaires par origine se décompose de la manière suivante :

Croissance organique	1^{er} trimestre 2015	2^{ème} trimestre 2015	1^{er} semestre 2015
Chiffre d'affaires opérationnel avec VE ⁷	+9,0%	+9,2%	+9,1%
Chiffre d'affaires opérationnel sans VE	+4,0%	+3,7%	+3,8%
Chiffre d'affaires financier	+2,7%	-2,7%	0,0%
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	+8,0%	+7,7%	+7,8%

⁷ VE : volume d'émission.

1.2.2.1 Chiffre d'affaires opérationnel avec volume d'émission

Le **chiffre d'affaires opérationnel avec volume d'émission** atteint **428 millions d'euros**, en hausse de **+9,1%** en données comparables.

La différence entre la croissance du volume d'émission et celle du chiffre d'affaires opérationnel avec volume d'émission, qui résulte d'effets de mix variés, s'établit à 50 points de base au premier semestre, en-deçà de l'écart structurel de 150 points de base attendu à moyen terme. La réduction de cet écart au premier semestre reflète la hausse de commissions clients dans plusieurs pays, ainsi que la sortie de contrats de taille importante à faible rentabilité.

Chiffre d'affaires opérationnel avec volume d'émission par région

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires opérationnel avec volume d'émission par région :

Croissance organique	1^{er} trimestre 2015	2^{ème} trimestre 2015	1^{er} semestre 2015
Amérique latine	+14,8%	+14,5%	+14,6%
Europe	+3,2%	+3,3%	+3,3%
Reste du Monde	+13,2%	+11,8%	+12,5%
TOTAL	+9,0%	+9,2%	+9,1%

1.2.2.2 Chiffre d'affaires financier

Le **chiffre d'affaires financier** atteint **36 millions d'euros**, stable en données comparables. Il résulte d'une progression solide en **Amérique latine** (+13,7% en données comparables) et d'une décroissance en **Europe** (-13,3% en données comparables), reflétant l'évolution des taux d'intérêt dans ces régions.

1.2.3 Résultat d'exploitation courant

Le **résultat d'exploitation** courant correspond au chiffre d'affaires total (opérationnel et financier) diminué des charges d'exploitation⁸, amortissements et provisions hors exploitation. Il comprend :

- le **résultat d'exploitation** courant **opérationnel**, qui correspond au résultat d'exploitation courant retraité du chiffre d'affaires financier ;
- le **résultat d'exploitation** courant **financier**, qui correspond au chiffre d'affaires financier.

1.2.3.1 Évolution du résultat d'exploitation courant

Au premier semestre 2015, le **résultat d'exploitation courant total** de **165 millions d'euros** est en hausse de +11,5% en données publiées et de +14,6% en données comparables. Les effets de périmètre contribuent positivement à hauteur de 1 million d'euros, tandis que les effets de change ont un impact négatif de 6 millions d'euros.

Le **résultat d'exploitation courant opérationnel** (hors chiffre d'affaires financier) s'établit à **129 millions d'euros**, en hausse de **+19,5%** en données comparables. Cette bonne performance reflète un taux de transformation opérationnel de 57%, en ligne avec l'objectif de plus de 50%.

⁸ Les charges d'exploitation correspondent aux coûts d'exploitation et provisions d'exploitation telles que présentées dans la Note 5 de l'annexe aux comptes consolidés, page 31.

1.2.3.2 Résultat d'exploitation courant opérationnel au premier semestre 2015 par région :

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre	1 ^{er} semestre	% Variation	
	2014	2015	Publiée	Organique
Amérique latine	77	87	+14,2%	+21,3%
Europe	45	48	+8,8%	+3,2%
Reste du monde	1	3	n/a	n/a
Structures mondiales	(11)	(9)	-16,2%	-26,7%
TOTAL	112	129	+15,8%	+19,5%

L'Amérique latine affiche une très forte performance, avec un résultat d'exploitation courant opérationnel en hausse de **+21,3%** en données comparables, reflétant le dynamisme de cette région. En Europe, la croissance organique du résultat d'exploitation courant opérationnel atteint **+3,2%** en données comparables.

1.2.4 Résultat financier

Au 30 juin 2015, le **résultat financier** du Groupe ressort à **-21 millions d'euros** contre -27 millions d'euros au 30 juin 2014.

Le coût de l'endettement brut s'est élevé à -21 millions d'euros au premier semestre 2015. Avec les effets des instruments de couverture et les produits générés par la trésorerie et les autres placements de trésorerie qui ont représenté 4 millions d'euros, le coût de l'endettement net s'établit à -17 millions d'euros sur ce semestre.

Le Groupe Edenred a aussi enregistré un résultat sur effets de change et autres produits et charges financiers pour -4 millions d'euros.

1.2.5 Résultat avant impôts et éléments non récurrents

Le **résultat avant impôt et éléments non récurrents** s'établit à **148 millions d'euros** contre 121 millions d'euros au 30 juin 2014, soit une augmentation de **+23,0%** en données publiées.

1.2.6 Impôts

La charge d'impôt s'élève à 56 millions d'euros au 30 juin 2015 contre 43 millions d'euros au 30 juin 2014. Le taux normatif d'impôt du Groupe s'établit à **34,9%** au 30 juin 2015 contre 33,2% au 30 juin 2014.

1.2.7 Résultat net

Après prise en compte du résultat financier (-21 millions d'euros), de l'impôt (-56 millions d'euros) et des intérêts minoritaires (-2 millions d'euros), le **résultat courant après impôt** s'établit à **91 millions d'euros**, contre 82 millions d'euros au premier semestre 2014. Le **résultat net courant par action** s'inscrit pour sa part en hausse de +10,7%. Le **résultat net part du Groupe** s'établit à **82 millions d'euros** au premier semestre 2015, contre 70 millions d'euros au premier semestre 2014.

1.3 Liquidité et sources de financement

1.3.1 Flux de trésorerie⁹

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2014	Jun 2015
Excédent brut d'exploitation	167	188
Résultat financier	(24)	(21)
Impôt sur les sociétés	(43)	(52)
Eléments non cash	9	10
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence¹⁰	0	23
Marge brute d'autofinancement avant éléments non récurrents (FFO)	109	148
Variation du float	(123)	(182)
Variation des fonds réservés ¹¹	(14)	2
Variation du besoin en fonds de roulement (hors float)	(21)	(42)
Décaissements liés aux Investissements récurrents	(19)	(22)
Autofinancement disponible (Free cash flows)	(68)	(96)
Acquisitions externes	(61)	(232)
Dividendes versés ¹²	(192)	(199)
Augmentation de capital	61	42
Rachats d'actions	(20)	(3)
Différence de traduction	(103)	(60)
Autres	(10)	(25)
(Augmentation)/diminution de la dette	(393)	(573)

Le modèle économique d'Edenred, fortement générateur de *cash flows*, permet d'atteindre fin juin 2015 une marge brute d'autofinancement avant éléments non récurrents (**FFO**) de **148 millions d'euros**, en progression de **+14,9%** en données comparables, et en ligne avec l'objectif de croissance de plus de 10% par an.

Les dividendes versés aux actionnaires d'Edenred SA se sont élevés à **191 millions d'euros**, soit un taux de distribution de 97% du résultat après impôt au titre de l'exercice 2014.

1.3.2 Besoin en fonds de roulement

Le tableau suivant présente les éléments composant le besoin en fonds de roulement du Groupe, hors fonds réservés.

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2014	Décembre 2014	Jun 2015	Δ Jun 2015 / Jun 2014	Δ Jun 2015 / Déc. 2014
Stocks (nets)	13	14	16	3	2
Clients (nets)	942	1 035	966	24	(69)
Autres tiers actifs (nets)	267	272	312	45	40
BFR Actif	1 222	1 321	1 294	72	(27)
Fournisseurs	58	67	62	4	(5)
Autres tiers passifs	161	169	174	13	5
Titres à rembourser	3 237	3 615	3 341	104	(274)
BFR Passif	3 456	3 851	3 577	121	(274)
BFR net	2 234	2 530	2 283	(49)	(247)

⁹ Voir le tableau de financement consolidé page 20 des comptes consolidés.

¹⁰ Dont 11 millions d'euros au titre de l'exercice précédent.

¹¹ En application des réglementations spéciales en France, en Roumanie et au Royaume-Uni principalement, les fonds réservés doivent être placés en placements monétaires sans risque et liquides à tout moment, l'intégralité de la rémunération de ces placements revenant à Edenred.

¹² Incluant la taxe sur dividendes et les dividendes versés aux minoritaires.

Au 30 juin 2015, le besoin en fonds de roulement négatif du Groupe a augmenté de 49 millions d'euros par rapport au 30 juin 2014.

1.3.3 Endettement

Après prise en compte d'effets de change négatifs pour 60 millions d'euros et d'éléments non-récurrents, la position de dette nette du Groupe s'élève à **841 millions d'euros** à fin juin 2015, contre 669 millions d'euros à fin juin 2014. Elle intègre 232 millions d'euros liés principalement à l'acquisition de 34% d'UTA et à la montée au capital de ProwebCE au cours du premier semestre 2015.

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2014	Décembre 2014	Juin 2015
Dettes financières non courantes	1 289	1 307	1 466
Autres passifs financiers non courants	73	46	43
Dettes financières courantes	203	2	3
Concours bancaires	30	26	154
Autres passifs financiers courants	31	28	42
DETTES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS	1 626	1 409	1 708
Actifs financiers courants	(35)	(51)	(50)
Autres placements de trésorerie	(589)	(665)	(482)
Trésorerie & équivalents de trésorerie	(333)	(425)	(335)
TRÉSORERIE ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS	(957)	(1 141)	(867)
DETTE NETTE	669	268	841

Au 30 juin 2015, le Groupe présente un encours d'emprunts obligataires de 1 485 millions d'euros qui se ventile ainsi :

Date d'émission	Montant <i>(en millions d'euros)</i>	Coupon	Echéance
10/03/2015	500	1,375%	10 ans 10/03/2025
31/10/2013	250	2,625%	7 ans 30/10/2020
23/05/2012	225	3,750%	10 ans 23/05/2022
06/10/2010	510	3,625%	7 ans 06/10/2017

1.3.4 Capitaux propres

Les capitaux propres part du Groupe sont négatifs à hauteur de **1 421 millions d'euros** au 30 juin 2015 et 1 320 millions d'euros au 31 décembre 2014. Cette particularité résulte de la comptabilisation des actifs, apportés ou cédés par le groupe Accor dans le cadre des opérations d'Apport-Scission, à leur valeur historique. La situation négative des capitaux propres consolidés n'affecte ni la capacité du Groupe à se refinancer, ni la solidité de sa situation financière, ni la capacité distributive de la Société.

Davantage d'informations sur la variation des capitaux propres du Groupe sont détaillées dans la présentation des comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015 page 21.

1.4 Contrats importants

Au cours du premier semestre 2015, aucun contrat contenant une obligation ou un engagement important pour l'ensemble du Groupe n'a été conclu par le Groupe dans le cadre de ses opérations de croissance externe.

1.5 Faits marquants du début d'année

1.5.1 Acquisitions et développements significatifs

Le **27 février 2015**, Edenred a finalisé l'acquisition de 34% d'Union Tank Eckstein (UTA), un acteur européen majeur sur le marché des cartes-essence pour les flottes de véhicules lourds, pour un montant d'environ 150 millions d'euros. UTA est intégré dans les comptes par la méthode de mise en équivalence sur le semestre.

L'opération est assortie d'une option d'achat portant sur 17% du capital, exerçable entre 2017 et 2019, ce qui permettra au Groupe de prendre une participation de 51% en cas d'exercice. L'écart de première consolidation a été provisoirement affecté principalement sur la marque et la liste client pour 45 millions d'euros, l'écart résiduel de 92 millions d'euros étant affecté en goodwill.

La quote-part de résultat de la mise en équivalence s'élève à 4 millions d'euros au 30 juin 2015.

En **mars 2015**, Edenred et l'équipe dirigeante de ProwebCE se sont associés pour racheter 100% du capital de ProwebCE, leader français des solutions à destination des comités d'entreprise. Edenred détient désormais 62% du capital de la société holding du Groupe. Cette opération, d'un montant de 50 millions d'euros, permet à Edenred de poursuivre sa croissance sur le marché français des avantages aux salariés, tout en enrichissant son offre à destination des bénéficiaires. L'écart de première consolidation a été provisoirement affecté pour 14 millions d'euros, l'écart résiduel de 48 millions d'euros étant affecté en goodwill.

1.5.2 Autres faits marquants

- **Opération de rachat obligataire (290 millions d'euros) et nouvelle émission obligataire de 500 millions d'euros.**

Le **24 février 2015**, le groupe a annoncé le lancement d'une offre de rachat partiel en numéraire portant sur l'obligation à échéance octobre 2017. Ce rachat a été suivi d'une nouvelle émission obligataire en euros.

Le **3 mars 2015**, le groupe a placé une émission obligataire pour un montant de 500 millions d'euros, d'une durée de 10 ans, assortie d'un coupon de 1,375%.

Cette nouvelle obligation permet notamment de financer le rachat de 290 millions d'euros de l'obligation à échéance octobre 2017 (coupon de 3,625%), soit 36% du montant total nominal.

Le Groupe a ainsi en partie refinancé de manière anticipée son emprunt obligataire à échéance 2017 et augmenté significativement la maturité moyenne de sa dette à 6 ans.

- **Paiement du dividende 2014**

L'Assemblée générale mixte des actionnaires d'Edenred, réunie le **30 avril 2015**, a approuvé un dividende 2014 d'un montant de 0,84 euro par action au titre de l'exercice 2014, assorti d'une option pour paiement en actions nouvelles pour 50% de ce montant.

L'option pour le paiement de 50% du dividende en actions, ouverte le 12 mai, s'est clôturée le 28 mai 2015. Cette opération s'est traduite par la création de 2 005 302 actions ordinaires nouvelles Edenred (représentant 0,87% du capital social) dont le règlement-livraison et l'admission sur le marché Euronext Paris a eu lieu le 8 juin 2015.

Ces actions nouvelles, qui portent jouissance au 1^{er} janvier 2015, sont immédiatement assimilées aux actions ordinaires composant le capital social d'Edenred. A l'issue de l'opération, le capital social est ainsi composé de 230 869 823 actions.

Le dividende total en numéraire s'élève à 149 millions d'euros, et a été versé le 8 juin 2015. Cela correspond à 50% du dividende versé automatiquement en numéraire (soit 96 millions d'euros) et 53 millions d'euros versés aux actionnaires n'ayant pas retenu l'option du paiement en actions.

- **Gouvernance**

Comme annoncé le **18 mai 2015**, Jacques Stern quittera ses fonctions de Président-directeur général d'Edenred le 31 juillet prochain. Le Conseil d'Administration se réunira d'ici cette date pour statuer sur la gouvernance d'Edenred.

- **Changement de taux du Bolivar Fuerte au juin 2015**

- **Faits marquants sur l'exercice**

En février 2015, le gouvernement vénézuélien amende la loi sur le taux de change mettant en place un nouveau système de change, le SIMADI. La nouvelle loi unifie le système SICAD I et SICAD II, et crée un nouveau système le SIMADI. Le contrôle de change a donc trois taux de change officiels : CADIVI, SICAD et SIMADI. Ce dernier remplace le SICAD II et est destiné à combattre le marché parallèle, en établissant un système de change légal d'offre et de demande ; ce système est ouvert à l'ensemble des entreprises et des particuliers souhaitant obtenir des dollars.

Le premier taux du SIMADI s'élevait à 170 bolivars fuerte pour un dollar US et fluctue tous les jours. Le taux de change officiel reste à 6,3 bolivars fuerte pour un dollar US sous le système CADIVI. Le taux de change sous le SICAD est fixé au minimum à 12 bolivars pour un dollar US et fluctue en fonction des enchères, aucune précision officielle n'a été communiquée par les autorités sur la première enchère du SICAD unifié et son fonctionnement.

Le 30 juin 2015, les taux officiels retenus par système de change étaient les suivants :

- Le taux dans le cadre du système CADIVI était fixé à 6,3 bolivars fuerte pour un dollar US
- Le taux dans le cadre du système SICAD unifié était fixé à 12 bolivars fuerte pour un dollar US. Aucune communication officielle n'a été publiée
- Dans le cadre du système SIMADI les taux de change flottant bolivar fuerte pour un dollar US sont négociés au jour le jour.

Depuis la mise en place du SIMADI, Edenred n'a pu obtenir qu'une quantité négligeable de bolivars à un taux moyen de 197 bolivars pour un dollar US.

- **Position d'Edenred**

Le SICAD II n'ayant plus d'existence juridique depuis le 12 février 2015, le Groupe a choisi d'appliquer les taux du nouveau système SIMADI, soit les taux de change les plus conservateurs.

Le groupe a ainsi retenu les taux suivants dans les comptes consolidés :

- Taux moyen : moyenne des taux SICAD II du Bolivar Fuerte par rapport au dollar US jusqu'au 11 février 2015 puis la moyenne des taux du SIMADI depuis la mise en place du système (12 février 2015), converti en EUR ; soit 176,48 bolivars fuerte pour 1 euro.
- Taux de clôture : dernier taux du mois SIMADI du Bolivar Fuerte par rapport au dollar US du mois de juin converti en EUR; soit 220,76 bolivars fuerte pour 1 euro.

Les impacts sur une base semestrielle 2014 de la conversion des comptes des entités libellées en bolivar vénézuélien au taux de change retenu sont les suivants pour la conversion des comptes semestriels 2015:

- Volume d'Émission : (80) millions d'euros, soit -1,0% ;
- Chiffre d'affaires : (5) millions d'euros, soit -1,0% ;
- Résultat d'exploitation courant (EBIT) : (3) millions d'euros, soit -1,8% ;
- Résultat net : (2) millions d'euros, soit -2,6% ;
- Dette nette : +25 millions d'euros.

SECTION 2 – CONCLUSION ET PERSPECTIVES 2015

Au second semestre 2015, la croissance du **volume d'émission** devrait rester solide et s'inscrire dans une tendance comparable à celle observée au deuxième trimestre. Elle reflètera, d'une part, en Amérique latine, un contexte économique moins favorable au Brésil et une base de comparaison élevée au Mexique¹³ et, d'autre part, une poursuite de l'accélération de la croissance en Europe. L'écart entre la croissance du **volume d'émission** et le **chiffre d'affaires opérationnel avec volume d'émission** est attendu à environ 100 points de base sur l'année 2015¹⁴. Le **chiffre d'affaires financier** est, quant à lui, toujours attendu stable sur l'année, la baisse en Europe étant compensée par la croissance en Amérique latine.

Dans ce contexte, Edenred se fixe **un objectif annuel de résultat d'exploitation courant compris entre 365 et 380 millions d'euros**. Cet objectif tient compte d'un impact de change estimé à -23 millions d'euros¹⁵.

Le Groupe confirme ses objectifs organiques de croissance forte et durable :

- **Une croissance du volume d'émission, compris entre +8% et +14% par an ;**
- **Un taux de transformation opérationnel supérieur à 50% ;**
- **Une croissance du FFO de plus de 10% par an.**

SECTION 3 – PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté dans les six mois restants de l'exercice sont identiques à ceux présentés dans la partie Facteurs de risques dans le Document de référence 2014 déposé auprès de l'AMF en date du 18 mars 2015. Au 30 juin 2015, il n'y a pas d'évolution significative sur les principaux litiges du Groupe.

SECTION 4 – PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Il n'y a pas eu d'évolution significative des transactions avec les parties liées au cours des six premiers mois de l'exercice 2015.

SECTION 5 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

- **Edenred et Daimler concluent un partenariat au Brésil**

Le 24 juillet 2015, Edenred s'est associé au groupe Daimler afin de lancer une solution commune sur le marché des cartes-essence au Brésil. (cf. note 22 des comptes semestriels consolidés résumés).

¹³ Suite aux changements réglementaires favorables intervenus en 2014.

¹⁴ L'écart moyen attendu à moyen terme étant de 150 points de base.

¹⁵ Calculés avec une hypothèse de taux moyens sur le deuxième semestre 2015 correspondant aux taux de clôture des monnaies au 30 juin 2015.

Comptes consolidés semestriels résumés et notes annexes

COMPTES CONSOLIDES **15**

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES **22**

Comptes consolidés

1.1 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

1.2 ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

1.3 BILAN CONSOLIDE

- Actif consolidé
- Passif consolidé

1.4 TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDE

1.5 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

1.1. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Juin 2014	Juin 2015
Volume d'émission	3/4	8 320	9 110
Chiffre d'affaires opérationnel avec VE	3/4	397	428
Chiffre d'affaires opérationnel sans VE	3/4	53	75
Chiffre d'affaires financier	3/4	36	36
Chiffre d'affaires total	3/4	486	539
Charges d'exploitation	5	(319)	(351)
Amortissements, provisions et dépréciations	6	(19)	(23)
Résultat d'exploitation courant	3/4	148	165
Résultat financier	7	(27)	(21)
Résultat des sociétés mises en équivalence		-	4
Résultat avant impôt et éléments non récurrents		121	148
Charges et produits non récurrents	8	(7)	(8)
Résultat avant impôt		114	140
Impôts	9	(43)	(56)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		71	84
Résultat net part du Groupe		70	82
Résultat net part des intérêts minoritaires		1	2
Nombre moyen d'actions <i>(en milliers)</i>	10	223 431	226 971
Résultat net part du Groupe par action <i>(en euros)</i>	10	0,31	0,36
Résultat net dilué par action <i>(en euros)</i>	10	0,31	0,35

1.2 ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2014	Juin 2015
Résultat net de l'ensemble consolidé	71	84
Éléments recyclables en résultat		
Différence de conversion	(43)	(35)
Variation de la juste valeur des instruments financiers	5	(2)
Impôts sur les éléments recyclables en résultat	(2)	(2)
Éléments non recyclables en résultat		
Ecarts actuariels sur les obligations au titre des prestations définies	0	(0)
Impôts sur les éléments non recyclables en résultat	0	0
Total produits et charges reconnus directement en capitaux propres	(40)	(39)
RESULTAT GLOBAL TOTAL	31	45
Résultat global total part du Groupe	38	45
Résultat global total part des Intérêts minoritaires	(7)	(0)

1.3. BILAN CONSOLIDE

Actif consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Jun 2014	Décembre 2014	Jun 2015
Goodwill	11	598	570	615
Immobilisations incorporelles	12	154	160	185
Immobilisations corporelles		40	44	38
Participation dans les sociétés mises en équivalence		-	1	146
Actifs financiers non courants		35	21	26
Actifs d'impôts différés		60	70	66
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		887	865	1 076
Clients	20	942	1 035	966
Stocks et autres tiers	20	280	286	328
Fonds réservés	20	791	797	809
Actifs financiers courants	14/18	35	51	50
Autres placements de trésorerie	15/18	589	665	482
Trésorerie & équivalents de trésorerie	15/18	333	425	335
TOTAL ACTIFS COURANTS		2 970	3 259	2 970
TOTAL ACTIF		3 857	4 124	4 046

Passif consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Juin 2014	Décembre 2014	Juin 2015
Capital		458	458	463
Titres d'auto-contrôle		(67)	(47)	(44)
Réserves consolidées groupe		(1 767)	(1 766)	(1 754)
Réserves liées aux avantages au personnel		50	64	72
Réserves de juste valeur des instruments financiers		(2)	(4)	(6)
Réserves liées aux gains ou pertes actuariels		(5)	(7)	(7)
Différence de conversion		(158)	(205)	(238)
Résultat de l'exercice		70	164	82
Capitaux propres part Groupe		(1 421)	(1 343)	(1 432)
Intérêts minoritaires		17	23	11
Capitaux propres		(1 404)	(1 320)	(1 421)
Dettes financières non courantes	16/18	1 289	1 307	1 466
Autres passifs financiers non courants	16/18	73	46	43
Provisions à caractère non courant	19	29	32	35
Passifs d'impôts différés		93	96	96
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		1 484	1 481	1 640
Dettes financières courantes	16/18	203	2	3
Autres passifs financiers courants	16/18	31	26	42
Provisions à caractère courant	19	39	40	34
Titres à rembourser	20	3 237	3 615	3 341
Fournisseurs	20	58	67	62
Dettes d'impôts courants	20	18	16	17
Autres tiers	20	161	169	174
Concours bancaires	16/18	30	28	154
TOTAL PASSIFS COURANTS		3 777	3 963	3 827
TOTAL PASSIF		3 857	4 124	4 046

1.4. TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Juin 2014	Juin 2015
+ Excédent Brut d'Exploitation		167	188
- Résultat financier (1)	7	(24)	(21)
- Impôt décaissé		(43)	(52)
- Charges et produits non décaissés dans l'EBE		8	10
- Annulation des provisions financières et provisions pour impôts		1	-
+ Dividendes reçus des sociétés en MEE (2)		-	23
= Marge Brute d'Autofinancement avant éléments non récurrents (FFO)		109	148
+ Diminution (Augmentation) du Besoin en Fonds de Roulement	20	(144)	(224)
+ Diminution (Augmentation) courante des Fonds réservés	20	(14)	2
= Flux de trésorerie des activités opérationnelles		(49)	(74)
+ Gains (pertes) non récurrents (y compris les frais de restructuration) encaissés / décaissés		(15)	(16)
= Flux de Trésorerie des activités opérationnelles incluant les éléments non courants (A)		(64)	(90)
- Décaissements liés à des Investissements récurrents		(19)	(22)
- Décaissements liés à des acquisitions externes		(61)	(232)
+ Encaissements liés à des cessions d'actifs		3	(19)
= Flux de Trésorerie liés aux investissements / désinvestissements (B)		(77)	(273)
+ Augmentation de capital		61	55
- Dividendes payés (3)		(192)	(199)
+ (Achats) ventes de titres d'auto-contrôle		(20)	(3)
+ Augmentation (Diminution) de la Dette (4)		234	331
+ Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle		-	-
= Flux de Trésorerie des activités de financement (C)		83	184
- Incidence des variations de cours des devises et de juste valeur (D)		(32)	(37)
= Variation de trésorerie (E) = (A) + (B) + (C) + (D)	18	(90)	(216)
+ Trésorerie ouverture		393	397
- Trésorerie clôture		303	181
= VARIATION DE TRESORERIE	18	(90)	(216)

(1) Dont (18) millions d'euros d'intérêts financiers décaissés en 2015. Aucun dividende n'a été reçu de sociétés externes au Groupe.

(2) Dont 11 millions au titre de l'exercice précédent.

(3) Dont (5) millions d'euros de taxe sur dividendes en 2015.

(4) Dette Nette (Note 18), hors Trésorerie Nette.

La trésorerie nette à la clôture s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Juin 2014	Juin 2015
+ Trésorerie & équivalents de trésorerie	15	333	335
- Concours bancaires	16	(30)	(154)
= TRESORERIE NETTE		303	181

1.5 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Différence de conversion (1)	Réserves liées aux gains et pertes actuariels (5)	Réserves de juste valeur des instruments financiers (5)	Réserves liées aux avantages au personnel (43)	Titres d'auto-contrôle (47)	Réserves et résultats (2) (1 079)	Variations de périmètre externe (97)	Capitaux propres Groupe (1 313)	Total Intérêts minoritaires (23)	Total capitaux propres (1 290)
1er Janvier 2014	(123)	(5)	(5)	43	(47)	(1 079)	(97)	(1 313)	23	(1 290)
Augmentation de capital										
- en numéraire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- distribution de dividendes en actions	-	-	-	-	-	61	-	61	-	61
Dividende distribué	-	-	-	-	-	(185)	-	(185)	(3)	(188)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	(9)	(9)	4	(5)
Variations liées aux avantages au personnel	-	-	-	7	-	-	-	7	-	7
(Acquisitions) cessions de titres d'auto-contrôle	-	-	-	-	(20)	-	-	(20)	-	(20)
Autres éléments du résultat global	(35)	0	3	-	-	-	-	(32)	(8)	(40)
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	-	70	-	70	1	71
RESULTAT GLOBAL TOTAL	(35)	0	3	-	-	70	-	38	(7)	31
30 Juin 2014	(158)	(5)	(2)	50	(67)	(1 133)	(106)	(1 421)	17	(1 404)
Augmentation de capital										
- en numéraire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- annulation d'action auto-détenues	-	-	-	-	-	(37)	-	(37)	-	(37)
- levée d'option	-	-	-	-	-	22	-	22	-	22
- distribution de dividendes en actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividende distribué	-	-	-	-	-	-	-	-	(1)	(1)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	28	28	3	31
Variations liées aux avantages au personnel	-	-	-	14	-	(7)	-	7	-	7
(Acquisitions) cessions de titres d'auto-contrôle	-	-	-	-	20	(5)	-	15	-	15
Autres éléments du résultat global	(47)	(2)	(2)	-	-	-	-	(51)	1	(50)
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	-	94	-	94	3	97
RESULTAT GLOBAL TOTAL	(47)	(2)	(2)	-	-	94	-	43	4	47
31 Décembre 2014	(205)	(7)	(4)	64	(47)	(1 066)	(78)	(1 343)	23	(1 320)
Augmentation (réduction) de capital										
- en numéraire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- annulation d'action auto-détenues	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- levée d'option	-	-	-	-	-	13	-	13	-	13
- distribution de dividendes en actions	-	-	-	-	-	42	-	42	-	42
Dividende distribué (3)	-	-	-	-	-	(191)	-	(191)	(3)	(194)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	(2)	(2)	(9)	(11)
Variations liées aux avantages au personnel	-	-	-	8	-	(1)	-	7	-	7
(Acquisitions) cessions de titres d'auto-contrôle (4)	-	-	-	-	3	(6)	-	(3)	-	(3)
Autres éléments du résultat global	(33)	(0)	(2)	-	-	(2)	-	(37)	(2)	(39)
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	-	82	-	82	2	84
RESULTAT GLOBAL TOTAL	(33)	(0)	(2)	-	-	80	-	45	-	45
30 Juin 2015	(238)	(7)	(6)	72	(44)	(1 129)	(80)	(1 432)	11	(1 421)

(1) La variation de la différence de conversion de (33) millions d'euros entre le 31 décembre 2014 et le 30 juin 2015 s'explique principalement par la dépréciation du real brésilien ((26) millions d'euros) vis-à-vis de l'euro sur la période.

(2) Le poste inclut l'impact lié aux rachats d'entités Edenred détenues par Accor et comptabilisé en capitaux propres pour (1 894) millions d'euros lors de la scission en juin 2010.

(3) Suite à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires du 30 avril 2015, d'un dividende au titre de l'exercice 2014 d'un montant de 0,84 euros par action avec une option de paiement en actions nouvelles pour 50% de ce montant, ce dividende a été versé en numéraire à hauteur de 149 millions d'euros et en actions nouvelles à hauteur de 42 millions d'euros au 30 juin 2015.

(4) La variation des titres d'autocontrôle se décompose entre le rachat d'actions propres à hauteur de 1 millions d'euros et le contrat de liquidité à hauteur de 2 millions, compensé par la livraison d'actions gratuites pour (6) millions.

Pour mémoire, les taux de clôture en euro contre devises utilisés sont :

	GBP	BRL	MXN	ARS	SEK	VEF	USD
30 Juin 2014	0,80	3,00	17,71	11,11	9,18	68,26	1,37
31 Décembre 2014	0,78	3,22	17,87	10,28	9,39	60,69	1,21
30 Juin 2015	0,71	3,47	17,53	10,17	9,22	220,76	1,12

Notes annexes aux comptes consolidés

Note 1. Bases de préparation des états financiers consolidés	23
Note 2. Variations de périmètre et faits marquants	25
Note 3. Secteurs opérationnels	29
Note 4. Analyse des variations du volume d'émission, du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation courant	31
Note 5. Charges d'exploitation.....	31
Note 6. Détail des amortissements, provisions et dépréciations	31
Note 7. Résultat financier.....	32
Note 8. Charges et produits non récurrents.....	32
Note 9. Impôts sur les bénéfices - Taux normatif d'impôt.....	32
Note 10. Résultat PAR ACTION	33
Note 11. Goodwill	34
Note 12. Immobilisations incorporelles	35
Note 13. Avantages sur capitaux propres.....	36
Note 14. Actifs financiers courants.....	37
Note 15. Trésorerie et autres placements de trésorerie	37
Note 16. Dettes financières et autres passifs financiers	38
Note 17. Instruments financiers et gestion des risques de marché	39
Note 18. Analyse de l'endettement net et de la trésorerie nette.....	41
Note 19. Provisions	42
Note 20. Variation du besoin en fonds de roulement, des titres à rembourser et des fonds réservés	43
Note 21. Litiges.....	44
Note 22. Événements post clôture	46

A. Arrêté des comptes

Les comptes consolidés résumés du groupe Edenred au 30 juin 2015 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 23 juillet 2015.

B. Référentiel comptable

B. 1. Cadre général

Les comptes consolidés au 30 juin 2015 ont été établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations à fournir pour l'établissement de comptes consolidés IFRS complets et doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés au 31 décembre 2014.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés résumés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2015 et disponibles sur le site :

www.ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les règles et méthodes comptables utilisées par le Groupe dans les comptes consolidés intermédiaires sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2014, à l'exception

- des normes, amendements de normes et interprétations entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2015,
- des particularités de l'établissement des comptes intermédiaires.

B. 2. Normes, amendements de normes et interprétations d'application obligatoires à compter du 1^{er} janvier 2015

Les nouveaux textes ou amendements tels qu'adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2015, entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2015 :

- L'interprétation IFRIC 21 « Taxes » ;
- Amendements induits par les améliorations annuelles IFRS du Cycle 2011- 2013 :
 - l'amendement IFRS 1 « Première application des IFRS » ;
 - l'amendement IFRS 3 « Regroupement d'entreprise » ;
 - l'amendement IFRS 13 « Evaluation de juste valeur » ;
 - l'amendement IAS 40 « Immeubles de placement ».

L'application de ces textes a été sans effet significatif sur les périodes présentées.

B. 3. Normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'Union européenne et d'application optionnelle

Edenred a choisi de ne pas appliquer de manière anticipée les textes adoptés par l'Union européenne au 30 juin 2015 et dont la date de mise en application est postérieure aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015.

C. Particularités de l'établissement des comptes intermédiaires

C. 1. Impôt sur les bénéfices

Pour les comptes consolidés intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période le taux d'impôt moyen annuel estimé pour l'année fiscale en cours pour chaque entité ou groupe fiscal.

C. 2. Avantages post emploi et autres avantages à long terme au personnel

La charge du semestre relative aux avantages postérieurs à l'emploi et aux autres avantages à long terme au personnel correspond à la moitié de la charge annuelle projetée, sur la base des données et des hypothèses actuarielles utilisées à la clôture de l'exercice précédent. Les évaluations sont modifiées en cas d'évolution significative des conditions de marché par rapport à la clôture précédente ou en cas de réductions, liquidations et autres événements non récurrents significatifs.

D. Recours à des estimations et au jugement

Pour établir les comptes du Groupe, la Direction d'Edenred procède à des estimations dans la mesure où des éléments inclus dans les états financiers ne peuvent être précisément évalués. Les hypothèses sur lesquelles se fondent les principales estimations sont de même nature que celles décrites au 31 décembre 2014. La direction révisé ces estimations en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience. A l'exception des particularités de l'établissement des comptes intermédiaires, les estimations retenues au 30 juin 2015 sont identiques à celles retenues au 31 décembre 2014.

Par ailleurs, la Direction d'Edenred exerce son jugement pour définir le traitement comptable de certaines transactions lorsque les normes et interprétations en vigueur ne traitent pas de manière précise des problématiques comptables concernées.

En particulier, compte-tenu de la situation économique spécifique au Venezuela, le groupe Edenred fait usage de jugement et décidé d'appliquer pour l'ensemble de la période clôturée au 30 juin 2015 le taux de change le plus représentatif (Note 2.C.5).

Note 2. VARIATIONS DE PERIMETRE ET FAITS MARQUANTS

A. Variation de périmètre 2015

A. 1. Acquisitions et développements significatifs

Le 27 février 2015, Edenred a finalisé l'acquisition de 34% d'Union Tank Eckstein (UTA), un acteur européen majeur sur le marché des cartes-essence pour les flottes de véhicules lourds, pour un montant d'environ 150 millions d'euros de valeur d'entreprise. UTA est intégrée dans les comptes par la méthode de mise en équivalence sur le semestre. L'opération est assortie d'une option d'achat portant sur 17% du capital, exerçable entre 2017 et 2019, ce qui permettra au Groupe de prendre une participation de 51% en cas d'exercice. L'écart de première consolidation a été provisoirement affecté principalement sur la marque et la liste client pour 45 millions d'euros, l'écart résiduel de 92 millions d'euros étant affecté en goodwill.

La quote-part de résultat de la mise en équivalence s'élève à 4 millions d'euros au 30 juin 2015.

En mars 2015, Edenred et l'équipe dirigeante de ProwebCE se sont associés pour racheter 100% du capital de ProwebCE, leader français des solutions à destination des comités d'entreprise. Edenred détient désormais 62% du capital de la société holding du Groupe. Cette opération, d'un montant de 50 millions d'euros de valeur d'entreprise, permet à Edenred de poursuivre sa croissance sur le marché français des avantages aux salariés, tout en enrichissant son offre à destination des bénéficiaires. L'écart de première consolidation a été provisoirement affecté pour 14 millions d'euros, l'écart résiduel de 48 millions d'euros étant affecté en goodwill.

B. Variation de périmètre 2014

B. 1. Acquisitions et développements significatifs

En janvier 2014, Edenred a consolidé Nets Prepaid, leader sur le marché des Avantages aux salariés en Finlande, pour un montant de 25 millions d'euros. Nets Prepaid propose des titres-restaurants et des titres-loisirs à plus de 10 000 clients et 120 000 bénéficiaires.

L'entreprise a réalisé un volume d'émission supérieur à 200 millions d'euros en 2012.

En mai 2014, Edenred a acquis 50% de **C3 CARD**, société spécialisée dans les cartes salaires aux Emirats Arabes Unis. Acteur clé sur le marché des cartes salaires aux Emirats Arabes Unis, C3 CARD gère des solutions pour plus de 2 000 clients (entreprises et institutions financières).

Les cartes proposées par C3 CARD offrent un moyen simple et sécurisé de verser leur salaire aux employés ne disposant pas de compte bancaire tout en permettant aux entreprises clientes de se conformer à la réglementation locale « Wage Protection System », imposant la traçabilité des salaires.

Fondée en 2007, C3 CARD a connu un essor rapide et a enregistré en 2013 un volume d'activité de plus d'1 milliard d'euros et un chiffre d'affaires de près de 5 millions d'euros.

En juillet 2014, Edenred s'est associé à **American Express** pour offrir une solution commune unique de cartes-essence au Mexique. American Express proposera désormais à ses clients une offre combinant, d'une part, les spécificités de la carte essence Ticket Car® et, d'autre part, les facilités de financement et de crédit d'American Express

En octobre 2014, Edenred a acquis 70% de **Cardtrend**, société spécialisée dans les logiciels de gestion de cartes-essence. Cardtrend opère des cartes-essence en marque blanche pour le compte des principaux acteurs du secteur pétrolier en Asie du Sud-Est. Elle met à disposition de ses clients des logiciels sur-mesure leur permettant de gérer les cartes-essence qu'ils émettent et distribuent, ainsi que leurs programmes de fidélité.

En octobre 2014, Edenred a également acquis 50% de **Daripodarki**, leader sur le marché de la revente de cartes cadeaux mono-enseigne en Russie.

Grâce à son offre unique de cartes cadeaux mono-enseigne de plus de 150 grandes enseignes, Daripodarki permet à plus de 1 300 entreprises de récompenser leurs partenaires et leurs salariés à l'occasion d'événements ou d'opérations de stimulation. 450 000 salariés russes bénéficient de l'offre de cartes cadeaux de Daripodarki.

C. Faits marquants

C. 1. Opération de rachat obligataire (290 millions d'euros) et nouvelle émission obligataire de 500 millions d'euros.

Le 24 février 2015, le groupe a annoncé le lancement d'une offre de rachat partiel en numéraire portant sur l'obligation à échéance octobre 2017. Ce rachat a été suivi d'une nouvelle émission obligataire en euros.

Le 3 mars 2015, le groupe a placé une émission obligataire pour un montant de 500 millions d'euros, d'une durée de 10 ans, assortie d'un coupon de 1,375%.

Cette nouvelle obligation permet notamment de financer le rachat de 290 millions d'euros de l'obligation à échéance octobre 2017 (coupon de 3,625%), soit 36% du montant total nominal.

Le Groupe a ainsi en partie refinancé de manière anticipée son emprunt obligataire à échéance 2017 et augmenté significativement la maturité moyenne de sa dette à 6 ans.

C. 2. Paiement du dividende 2014

L'Assemblée générale mixte des actionnaires d'Edenred, réunie le **30 avril 2015**, a approuvé un dividende 2014 d'un montant de 0,84 euro par action au titre de l'exercice 2014, assorti d'une option pour paiement en actions nouvelles pour 50% de ce montant.

L'option pour le paiement de 50% du dividende en actions, ouverte le 12 mai, s'est clôturée le 28 mai 2015. Cette opération s'est traduite par la création de 2 005 302 actions ordinaires nouvelles Edenred (représentant 0,87% du capital social) dont le règlement-livraison et l'admission sur le marché Euronext Paris a eu lieu le 8 juin 2015.

Ces actions nouvelles, qui portent jouissance au 1^{er} janvier 2015, sont immédiatement assimilées aux actions ordinaires composant le capital social d'Edenred. A l'issue de l'opération, le capital social est ainsi composé de 230 869 823 actions.

Le dividende total en numéraire s'élève à 149 millions d'euros, et a été versé le 8 juin 2015. Cela correspond à 50% du dividende versé automatiquement en numéraire (soit 96 millions d'euros) et 53 millions d'euros versés aux actionnaires n'ayant pas retenu l'option du paiement en actions.

C. 3. Changement de gouvernance

Le 18 mai 2015, le Conseil d'Administration d'Edenred a été informé par Jacques Stern, Président-directeur général depuis juillet 2010, de sa décision de quitter le Groupe le 31 juillet prochain pour entamer une nouvelle étape de sa carrière.

C. 4. Changement de taux du Bolivar Fuerte sur l'exercice 2014

Faits marquants sur l'exercice

En janvier 2014, le gouvernement vénézuélien précise que le taux de change officiel reste à 6,3 bolivars pour un dollar US sous le système CADIVI et que le système d'enchères SICAD sera renforcé. Le système SICAD est par ailleurs élargi à des transactions faites par des entreprises, et aux paiements de licences et de management fees. Le taux de la dernière enchère par la Banque Centrale est communiqué à 11,36 bolivars pour un dollar US.

Le 24 mars 2014, le gouvernement vénézuélien a mis en place un nouveau système de taux de change flexible appelé SICAD II, depuis la banque centrale vénézuélienne publie quotidiennement les taux de changes alloués. Ce système est ouvert à l'ensemble des entreprises et des particuliers souhaitant obtenir des dollars. Le 1^{er} taux de SICAD II s'élevait à 51,86 bolivars fuerte pour 1 dollar US. Les derniers taux fluctuent autour de 49,9 bolivars fuerte pour 1 dollar US. Le montant octroyé quotidiennement est estimé entre 40 et 45 millions dollar US, Edenred a pu obtenir près d'un million de dollar US à un taux moyen de 50,41 bolivars fuerte pour 1 dollar US.

Position d'Edenred

Le groupe a ainsi retenu les taux suivants dans les comptes consolidés annuels :

- Taux moyen : moyenne des taux SICAD II du Bolivar Fuerte par rapport au dollar US depuis la mise en place du système, à partir du 1er janvier 2014, converti en EUR ; soit 66,35 bolivars fuerte pour 1 euro.
- Taux de clôture : dernier taux SICAD II du Bolivar Fuerte par rapport au dollar US du mois de décembre converti en EUR; soit 60,69 bolivars fuerte pour 1 euro.

Les impacts sur une base annuelle 2013 de la conversion des comptes des entités libellées en bolivar vénézuélien au taux de change retenu sont les suivants pour la conversion des comptes 2014:

- Volume d'Émission : (753) millions d'euros, soit -4,4% ;
- Chiffre d'affaires : (43) millions d'euros, soit -4,2% ;
- Résultat d'exploitation courant (EBIT) : (25) millions d'euros, soit -7,4% ;
- Résultat net : (18) millions d'euros, soit -11,2% ;
- Dette nette : +133 millions d'euros.

C. 5. Changement de taux du Bolivar Fuerte au 30 juin 2015

Faits marquants sur l'exercice

En février 2015, le gouvernement vénézuélien amende la loi sur le taux de change mettant en place un nouveau système de change, le SIMADI. La nouvelle loi unifie le système SICAD I et SICAD II, et crée un nouveau système le SIMADI. Le contrôle de change a donc 3 taux de change officiels : CADIVI, SICAD et SIMADI. Ce dernier remplace le SICAD II et est destiné à combattre le marché parallèle, en établissant un système de change légal d'offre et de demande ; ce système est ouvert à l'ensemble des entreprises et des particuliers souhaitant obtenir des dollars.

Le premier taux du SIMADI s'élevait à 170 bolivars fuerte pour un dollar US et fluctue tous les jours. Le taux de change officiel reste à 6,3 bolivars fuerte pour un dollar US sous le système CADIVI. Le taux de change sous le SICAD est fixé au minimum à 12 bolivars pour un dollar US et fluctue en fonction des enchères, aucune précision officielle n'a été communiquée par les autorités sur la première enchère du SICAD unifié et son fonctionnement.

Le 30 juin 2015, les taux officiels retenus par système de change étaient les suivants :

- Le taux dans le cadre du système CADIVI était fixé à 6,3 bolivars fuerte pour un dollar US
- Le taux dans le cadre du système SICAD unifié était fixé à 12 bolivars fuerte pour un dollar US aucune communication officielle n'a été publiée
- Dans le cadre du système SIMADI les taux de change flottant bolivar fuerte pour un dollar US sont négociés au jour le jour.

Depuis la mise en place du SIMADI, Edenred a pu obtenir une quantité négligeable de bolivars à un taux moyen de 197 bolivar pour un dollar US.

Position d'Edenred

Le SICAD II n'ayant plus d'existence juridique depuis le 12 février 2015, le Groupe a choisi d'appliquer les taux du nouveau système SIMADI, soit les taux de change les plus conservateurs.

Le groupe a ainsi retenu les taux suivants dans les comptes consolidés :

- Taux moyen : moyenne des taux SICAD II du Bolivar Fuerte par rapport au dollar US jusqu'au 11 février 2015 puis la moyenne des taux du SIMADI depuis la mise en place du système (12 février 2015), converti en EUR ; soit 176,48 bolivars fuerte pour 1 euro.
- Taux de clôture : dernier taux du mois SIMADI du Bolivar Fuerte par rapport au dollar US du mois de juin converti en EUR; soit 220,76 bolivars fuerte pour 1 euro.

Les impacts sur une base semestrielle 2014 de la conversion des comptes des entités libellées en bolivar vénézuélien au taux de change retenu sont les suivants pour la conversion des comptes semestriels 2015:

- Volume d'Émission : (80) millions d'euros, soit -1,0% ;
- Chiffre d'affaires : (5) millions d'euros, soit -1,0% ;
- Résultat d'exploitation courant (EBIT) : (3) millions d'euros, soit -1,8% ;
- Résultat net : (2) millions d'euros, soit -2,6% ;
- Dette nette : +25 millions d'euros.

Note 3. SECTEURS OPERATIONNELS

A. Résultat

A. 1. Premier semestre 2015

<i>(en millions d'euros)</i>	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Structures mondiales	Eliminations	Juin 2015
VOLUME D'EMISSION	1 431	2 741	4 558	380	-	-	9 110
Chiffre d'affaires opérationnel avec volume d'émission	61	139	209	19	-	-	428
Chiffre d'affaires opérationnel sans volume d'émission	26	19	13	17	-	-	75
Chiffre d'affaires financier	7	9	18	2	-	-	36
Chiffre d'affaires externe au Groupe	94	167	240	38	-	-	539
Chiffre d'affaires intersecteurs	-	2	-	-	-	(2)	-
CHIFFRE D'AFFAIRES DES SECTEURS OPERATIONNELS	94	169	240	38	-	(2)	539
RESULTAT D'EXPLOITATION COURANT DES SECTEURS OPERATIONNELS	18	46	105	5	(9)	-	165

A. 2. Premier semestre 2014

<i>(en millions d'euros)</i>	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Structure mondiale	Eliminations	Juin 2014
VOLUME D'EMISSION	1 375	2 620	4 024	301	-	-	8 320
Chiffre d'affaires opérationnel avec volume d'émission	58	133	191	15	-	-	397
Chiffre d'affaires opérationnel sans volume d'émission	11	20	12	10	-	-	53
Chiffre d'affaires financier	9	9	16	2	-	-	36
Chiffre d'affaires externe au Groupe	78	162	219	27	-	-	486
Chiffre d'affaires intersecteurs	-	2	-	-	-	(2)	-
CHIFFRE D'AFFAIRES DES SECTEURS OPERATIONNELS	78	164	219	27	-	(2)	486
RESULTAT D'EXPLOITATION COURANT DES SECTEURS OPERATIONNELS	17	46	93	3	(11)	-	148

B. Variation du volume d'émission

<i>(en millions d'euros)</i>	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Structures mondiales	TOTAL
Volume d'émission 2015	1 431	2 741	4 558	380	-	9 110
Volume d'émission 2014	1 375	2 620	4 024	301	-	8 320
% de variation en publié	+4,1%	+4,6%	+13,3%	+26,6%	+0,0%	9,5%
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+52	+86	+614	+49	-	+801
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+3,8%	+3,3%	+15,2%	+16,4%	+0,0%	+9,6%

C. Variation du chiffre d'affaires

C. 1. Chiffre d'affaires total

<i>(en millions d'euros)</i>	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Structures mondiales	TOTAL
Chiffre d'affaires externe 2015	94	167	240	38	-	539
Chiffre d'affaires externe 2014	78	162	219	27	-	486
% de variation en publié	+21,5%	+2,7%	+9,2%	+41,6%	0%	+10,8%
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+1	+2	+32	+3	-	+38
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+0,5%	+1,2%	+14,9%	+11,8%	0%	+7,8%

C. 2. Chiffre d'affaires avec volume d'émission

<i>(en millions d'euros)</i>	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Structures mondiales	TOTAL
Chiffre d'affaires avec volume d'émission 2015	61	139	209	19	-	428
Chiffre d'affaires avec volume d'émission 2014	58	133	191	15	-	397
% de variation en publié	+5,2%	+4,3%	+9,1%	+22,9%	0%	+7,5%
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+2	+5	+28	+2	-	+37
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+2,8%	+3,5%	+14,6%	+12,5%	0%	+9,1%

C. 3. Chiffre d'affaires financier

<i>(en millions d'euros)</i>	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Structures mondiales	TOTAL
Chiffre d'affaires financier 2015	7	9	18	2	-	36
Chiffre d'affaires financier 2014	9	9	16	2	-	36
% de variation en publié	(19,7)%	(5,7)%	+8,0%	+33,7%	0%	(1,5)%
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	(2)	(0)	+2	+0	-	+0
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	(19,7)%	(7,6)%	+13,7%	+22,6%	0%	+0,0%

D. Variation du résultat d'exploitation courant

<i>(en millions d'euros)</i>	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Structures mondiales	TOTAL
Résultat d'exploitation courant 2015	18	46	105	5	(9)	165
Résultat d'exploitation courant 2014	17	46	93	3	(11)	148
% de variation en publié	+8,3%	+0,3%	+13,1%	+49,1%	(16,2)%	+11,5%
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	(2)	+1	+18	+1	+3	+22
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	(11,0)%	+1,6%	+20,0%	+42,4%	(26,7)%	+14,6%

Note 4. ANALYSE DES VARIATIONS DU VOLUME D'EMISSION, DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DU RESULTAT D'EXPLOITATION COURANT

Les variations entre 2014 et 2015 de l'activité du Groupe se détaillent comme suit :

		Δ Juin 2015 / Juin 2014								
(en millions d'euros)	Jun 2014	Jun 2015	Croissance organique		Effets de périmètre		Impact de change		Variation totale	
			En M€	En %	En M€	En %	En M€	En %	En M€	En %
VOLUME D'EMISSION	8 320	9 110	+801	+9,6%	+67	+0,8%	(78)	(0,9)%	+790	+9,5%
CA avec volume d'émission	397	428	+37	+9,1%	+1	+0,2%	(7)	(1,8)%	+31	+7,5%
CA sans volume d'émission	53	75	+1	+3,8%	+19	+37,2%	+2	+4,0%	+22	+45,0%
CA financier - Float libre	29	31	+2	+6,0%	(2)	(4,7)%	(1)	(3,0)%	(0)	(1,7)%
CA financier - Fonds réservés	7	5	(2)	(35,5)%	+2	35,5%	-	+0,0%	+0	+0,2%
Chiffre d'affaires financier	36	36	+0	+0,0%	+1	+1,0%	(1)	(2,5)%	(0)	(1,5)%
CHIFFRE D'AFFAIRES EXTERNE AU GROUPE	486	539	+38	+7,8%	+21	+4,2%	(6)	(1,2)%	+53	+10,8%
RESULTAT D'EXPLOITATION COURANT	148	165	+22	+14,6%	+1	+1,1%	(6)	(4,2)%	+17	+11,5%

Note 5. CHARGES D'EXPLOITATION

(en millions d'euros)	Jun 2014	Jun 2015
Coûts de personnel	(148)	(169)
Autres charges d'exploitation (1)	(171)	(182)
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	(319)	(351)

(1) Les autres charges d'exploitation sont principalement composées des coûts de production, de logistique, d'informatique, de marketing, des dépenses de publicité et de promotion ainsi que différents honoraires. Elles comprennent également les charges de loyers pour un montant de (11) millions d'euros en juin 2015.

Note 6. DETAIL DES AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

Les amortissements, provisions et dépréciations se détaillent de la façon suivante :

(en millions d'euros)	Jun 2014	Jun 2015
Amortissements	(19)	(23)
Provisions et dépréciations	-	-
TOTAL	(19)	(23)

Note 7. RESULTAT FINANCIER

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2014	Jun 2015
Coût de l'endettement brut	(24)	(21)
Effet des instruments de couverture	3	4
Produits générés par la trésorerie et autres placements de trésorerie	(0)	(0)
Coût de l'endettement net	(21)	(17)
Gains (Pertes) sur écarts de change	1	1
Autres produits et charges financiers	(7)	(5)
RESULTAT FINANCIER	(27)	(21)

Note 8. CHARGES ET PRODUITS NON RECURRENTS

Les charges et produits non récurrents se décomposent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2014	Jun 2015
Variation de la provision pour restructuration	7	3
Coûts de restructuration	(9)	(5)
Charges de restructuration	(2)	(2)
Dépréciations de goodwill	(1)	-
Dépréciations d'immobilisations incorporelles	-	-
Dépréciation d'actifs	(1)	-
Autres plus ou moins-values	(1)	2
Provisions	2	(1)
Gains/ (pertes) non récurrents	(5)	(7)
Autres produits et charges non récurrents	(4)	(6)
TOTAL PRODUITS ET CHARGES NON RECURRENTS	(7)	(8)

Note 9. IMPOTS SUR LES BENEFICES - TAUX NORMATIF D'IMPOT

Au 30 juin 2015, le taux normatif d'impôt s'établit à 34,9%, il ne tient pas compte de l'impact des charges et produits non récurrents, ni de la taxe sur dividendes, ni des éléments atypiques. Il s'élevait à 33,2% au premier semestre de l'exercice précédent.

Note 10. RESULTAT PAR ACTION

A. Part du Groupe par action

Au 30 juin 2015, le capital social est composé de 230 816 848 actions.

Au 30 juin 2015, le nombre d'actions en circulation et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation se détaillent comme suit :

<i>En actions</i>	Jun 2014	Jun 2015
NOMBRE D' ACTIONS CAPITAL SOCIAL A LA CLOTURE	228 811 546	231 816 848
Nombre d'actions en circulation à l'ouverture	223 841 132	226 623 633
Nombres d'actions résultant du paiement du dividende	2 914 150	2 005 302
Actions du capital social	2 914 150	2 005 302
Actions propres non liées au contrat de liquidité (1)	(613 585)	222 554
Actions propres liées au contrat de liquidité	(38 243)	(92 000)
Actions propres	(651 828)	130 554
NOMBRE D' ACTIONS EN CIRCULATION A LA CLOTURE	226 103 454	228 759 489
Actions du capital social - Effet prorata temporis	(2 688 746)	(1 761 564)
Actions propres - Effet prorata temporis	15 751	(26 483)
Effet prorata temporis	(2 672 995)	(1 788 047)
NOMBRE MOYEN PONDERE D' ACTIONS EN CIRCULATION SUR LA PERIODE	223 430 459	226 971 442

(1) Au cours de la période, le Groupe a procédé au rachat de 36 162 titres d'auto-contrôle au cours moyen de 22,40€/action.

Par ailleurs, 2 273 676 options de souscription d'actions et 3 996 993 actions sous conditions de performance ont été attribuées au personnel sur 2010 à 2015. Sur la base d'une conversion totale de ces actions potentielles, le nombre d'actions en circulation serait de 235 913 761 titres.

Le résultat dilué par action se base sur un nombre moyen d'actions en circulation ajusté de l'effet des actions ordinaires potentielles.

Sur la base des actions potentielles présentées ci-dessus et d'un cours moyen de l'action Edenred calculé :

- entre le 2 janvier 2015 et le 28 juin 2015 pour les Plans 1, 2, 3,4 et 5 (23,80 euros), et
- entre le 20 janvier 2015 et le 30 juin 2015 pour le Plan 6 (23,57 euros),

Le nombre moyen pondéré d'actions totalement dilué au 30 juin 2015 est de 231 188 239.

	Jun 2014	Jun 2015
Résultat courant après impôt		
Résultat net - Part du Groupe (en millions d'euros)	70	82
Nombre moyen pondéré d'actions du capital social (en milliers)	226 123	229 055
Nombre moyen pondéré d'actions propres (en milliers)	(2 692)	(2 084)
Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat de base par action (en milliers)	223 431	226 971
RESULTAT PAR ACTION DE BASE (en euros)	0,31	0,36
Nombre d'actions résultant de l'exercice d'options de souscription (en milliers)	1 704	1 579
Nombre d'actions résultant des actions sous conditions de performance (en milliers)	2 041	2 883
Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat dilué par action (en milliers)	227 176	231 433
RESULTAT NET DILUE PAR ACTION (en euros)	0,31	0,35

B. Résultat courant après impôt

Le résultat courant après impôt comprend :

- le résultat avant impôt et éléments non récurrents, et
- l'impôt de la période retraité de la part liée aux éléments non récurrents, auxquels on soustrait les intérêts minoritaires.

Le résultat courant après impôt et le résultat courant après impôt par action se présentent comme suit :

	Juin 2014	Juin 2015
Résultat net de l'ensemble consolidé (en millions d'euros)	71	84
Retraitement des charges et produits non récurrents et de l'impôt rattaché (en millions d'euros)	12	9
Retraitement du résultat net part des intérêts minoritaires (en millions d'euros)	(1)	(2)
Résultat courant après impôt - Part du Groupe (en millions d'euros)	82	91
Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat de base par action (en milliers)	223 431	226 971
RESULTAT COURANT APRES IMPOT - PART DU GROUPE PAR ACTION (en euros)	0,36	0,40

Note 11. GOODWILL

(en millions d'euros)	Juin 2014	Décembre 2014	Juin 2015
Valeurs brutes	748	724	772
Amortissements cumulés et dépréciations	(150)	(154)	(157)
TOTAL EN VALEUR NETTE	598	570	615

(en millions d'euros)	Juin 2014	Décembre 2014	Juin 2015
Brésil	194	177	165
France	91	91	139
Royaume-Uni	62	50	54
Italie	46	46	46
Mexique	59	53	54
Roumanie	37	32	32
Finlande	20	19	19
Suède	19	19	19
Japon	18	17	18
Etats-Unis	12	13	14
République Tchèque	12	12	12
Dubaï	-	8	9
Colombie	9	7	7
Portugal	6	6	6
Autres (inférieurs à 5 millions d'euros)	13	20	21
TOTAL EN VALEUR NETTE	598	570	615

La variation des goodwill nets sur la période considérée s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2014	Décembre 2014	Juin 2015
VALEUR NETTE EN DEBUT DE PERIODE	574	574	570
Augmentation de la valeur brute et impact des entrées de périmètre	31	39	48
. France (Acquisition Prow ebCE)	-	-	48
. Finlande (acquisition liste clients Nets Prepaid)	20	19	-
. Mexique (acquisition Punto Clave)	10	8	-
. Dubaï (acquisition C3 Card)	-	8	-
. Malaisie (acquisition Cardtrend)	-	3	-
. Autres acquisitions	1	1	-
Cessions de l'exercice	-	-	-
Dépréciations	-	-	-
Différence de conversion	(5)	(40)	(3)
Valorisations / actualisations PUT et autres	(2)	(2)	0
Reclassements et autres variations	-	(1)	-
VALEUR NETTE EN FIN DE PERIODE	598	570	615

Note 12. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2014	Décembre 2014	Juin 2015
VALEURS BRUTES			
Marque Kadéos (1)	19	19	19
Autres marques	20	21	26
Listes clients (2)	103	111	124
Licences, logiciels	139	156	180
Autres immobilisations incorporelles	59	56	63
TOTAL VALEURS BRUTES	340	363	412
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR			
Marques	(6)	(10)	(10)
Listes clients	(53)	(58)	(63)
Licences, logiciels	(86)	(93)	(109)
Autres immobilisations incorporelles	(41)	(42)	(45)
TOTAL AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR CUMULES	(186)	(203)	(227)
VALEURS NETTES	154	160	185

(1) Valorisation de la marque Kadéos suite à l'acquisition de la société en mars 2007.

(2) Dont 19 millions d'euros de valorisation des listes clients concernant Kadéos, totalement dépréciées à fin 2010.

Tableau de variation des immobilisations incorporelles :

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2014	Décembre 2014	Juin 2015
VALEURS NETTES EN DEBUT DE PERIODE	132	132	160
Entrées de périmètre	4	12	26
Immobilisations générées en interne	14	34	15
Acquisitions	14	13	-
Dotations aux amortissements	(13)	(25)	(16)
Pertes de valeur comptabilisées en charges	-	(7)	-
Cessions	-	(0)	-
Différence de conversion	3	(0)	(1)
Reclassements	0	1	1
VALEURS NETTES EN FIN DE PERIODE	154	160	185

Note 13. AVANTAGES SUR CAPITAUX PROPRES

A. Plans d'actions sous conditions de performance

A. 1. Principales caractéristiques

Le Conseil d'administration du 20 février 2015 a procédé à l'attribution conditionnelle de 800 000 actions de performance.

La durée du plan est de cinq ans (dont, pour les résidents fiscaux français une période d'acquisition de trois ans et une période de conservation de deux ans, et pour les non-résidents fiscaux français, une période d'acquisition de cinq ans). Pendant la période de conservation de deux ans, les actions ne peuvent être cédées.

Les 800 000 actions initialement attribuées dans le cadre de ce plan sont soumises à l'atteinte de conditions de performance, appréciées entre le 1^{er} janvier 2015 et le 31 décembre 2017, avant de devenir des actions définitivement acquises au 21 février 2018 (s'agissant des résidents fiscaux français) et au 21 février 2020 (s'agissant des non-résidents fiscaux français).

En fonction de la performance réalisée, pour chacune des trois conditions du Plan, cette quotité sera minorée ou majorée. Elle pourra atteindre jusqu'à 125% de l'attribution relative à la dite condition sans dépasser 100% de l'acquisition initiale.

Les actions de performance sont attribuées définitivement prorata temporis à l'issue de la période d'acquisition.

Les conditions de performance, mesurées entre le 1^{er} janvier 2015 et le 31 décembre 2017, sont basées sur les objectifs suivants :

- (i) deux objectifs sur conditions internes, à hauteur de 80 %, liés à une progression en données comparables :
 - du Volume d'Emission ;
 - de la marge brute d'autofinancement avant éléments non récurrents (FFO) ;
- (ii) un objectif sur condition de marché, à hauteur de 20 %, lié :
 - au positionnement du Total Shareholder Return (TSR) Edenred par rapport aux TSR SBF120.

A. 2. Juste valeur du plan d'actions sous conditions de performance

La juste valeur correspond à la valeur de l'action au jour de l'attribution sous déduction de l'hypothèse de distribution de dividendes pendant la période d'acquisition. Pour les résidents français, la période de conservation de 2 ans supplémentaire a donné lieu à la valorisation d'un coût d'illiquidité sur la base d'un taux de prêt consenti au salarié équivalent au taux que consentirait un organisme de crédit à un particulier de profil financier moyen. La décote d'illiquidité s'élève à 10,9 % pour le plan 2015. Sur la base de ces hypothèses la juste valeur s'élève 16,08 € pour les résidents français et 15,91 € pour les non-résidents par rapport à un cours de l'action de 23,79 € à la date de l'octroi.

La juste valeur de ce plan de rémunération est comptabilisée de façon linéaire sur la période d'acquisition des droits en charges de personnel en contrepartie des capitaux propres. La charge totale comptabilisée au titre de ce plan s'élève à 1,8 million d'euros au 30 juin 2015.

Note 14. ACTIFS FINANCIERS COURANTS

(en millions d'euros)	Juin 2014			Décembre 2014			Juin 2015		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Autres actifs financiers courants	4	(1)	3	5	(1)	4	3	-	3
Créances sur cessions d'actifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés	32	-	32	47	-	47	47	-	47
ACTIFS FINANCIERS COURANTS	36	(1)	35	52	(1)	51	50	-	50

Note 15. TRESORERIE ET AUTRES PLACEMENTS DE TRESORERIE

(en millions d'euros)	Juin 2014			Décembre 2014			Juin 2015		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Disponibilités	124	-	124	129	-	129	186	-	186
Dépôts à terme et assimilés à moins de 3 mois	199	-	199	288	-	288	141	-	141
Obligations et titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes bancaires rémunérés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SICAV et FCP à moins de 3 mois	10	-	10	8	-	8	8	-	8
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	333	-	333	425	-	425	335	-	335
Dépôts à terme et assimilés à plus de 3 mois	592	(3)	589	664	(3)	661	484	(3)	481
Obligations et titres de créances négociables	-	-	-	4	-	4	1	-	1
Comptes bancaires rémunérés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SICAV et FCP à plus de 3 mois	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AUTRES PLACEMENTS DE TRESORERIE	592	(3)	589	668	(3)	665	485	(3)	482
TOTAL TRESORERIE ET AUTRES PLACEMENTS DE TRESORERIE	925	(3)	922	1 093	(3)	1 090	820	(3)	817

Les autres placements de trésorerie sont composés à hauteur de 20 millions d'euros par des placements libellés en bolivar fuerte vénézuélien (au taux de change 220,76 bolivars fuerte pour 1 dollar US) dont 13 millions d'euros ont pour contrepartie au passif le fonds de roulement structurel des entités vénézuéliennes.

Note 16. DETTES FINANCIERES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

(en millions d'euros)	Juin 2014			Décembre 2014			Juin 2015		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts Obligataires	1 289	-	1 289	1 307	-	1 307	1 465	-	1 465
Emprunts Bancaires	-	203	203	-	2	2	1	3	4
DETTES FINANCIERES	1 289	203	1 492	1 307	2	1 309	1 466	3	1 469
CONCOURS BANCAIRES	-	30	30	-	28	28	-	154	154
Dépôts et cautionnements	11	1	12	12	1	13	10	4	14
Engagements d'achat	62	13	75	32	9	41	31	2	33
Instruments dérivés	-	3	3	-	10	10	-	23	23
Autres	-	14	14	2	6	8	2	13	15
AUTRES PASSIFS FINANCIERS	73	31	104	46	26	72	43	42	85
DETTES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS	1 362	264	1 626	1 353	56	1 409	1 509	199	1 708

Les dettes et autres passifs financiers ne sont assortis d'aucune clause particulière (dont notamment des covenants) susceptibles d'en modifier significativement les termes.

A. Dettes financières

Les dettes financières incluent les éléments suivants :

A. 1. Emprunts obligataires

Au 30 juin 2015, le groupe présente un encours brut d'emprunts obligataires de 1 485 millions d'euros qui se ventile ainsi :

Date d'émission	Montant (millions d'euros)	Coupon	Échéance
10/03/2015	500	1,375%	10 ans 10/03/2025
30/10/2013	250	2,625%	7 ans 30/10/2020
23/05/2012	225	3,750%	10 ans 23/05/2022
06/10/2010	510	3,625%	7 ans 06/10/2017
Encours brut emprunts obligataires	1 485		

En février 2015, le Groupe a procédé à un rachat partiel de dette obligataire pour un montant de 290 millions d'euros de l'obligation à échéance octobre 2017 (coupon de 3,625%).

En mars 2015, ce rachat a été suivi d'une nouvelle émission obligataire pour un montant de 500 millions d'euros. Cet emprunt a été conclu pour une durée de 10 ans, assorti d'un coupon fixe de 1,375% avec une maturité 10 mars 2025.

Le Groupe a ainsi en partie refinancé de manière anticipée son emprunt obligataire à échéance 2017 et augmenté significativement la maturité moyenne de sa dette à 6 ans.

A. 2. Emprunts bancaires

Depuis le dernier remboursement de 200 millions d'euros, intervenu dans le 4ème trimestre 2014 sur un emprunt amortissable de 900 millions d'euros à l'origine (juin 2010), le Groupe présente un encours d'emprunts bancaires de 1 million d'euros au 30 juin 2015.

B. Analyse par échéance

B. 1. Valeurs comptables

B. 1. 1. Au 30 juin 2015

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2016	Jun 2017	Jun 2018	Jun 2019	Jun 2020	au-delà de juin 2021	Jun 2015
Dettes et autres passifs financiers	201	13	524	18	1	951	1 708
Total	201	13	524	18	1	951	1 708

B. 1. 2. Au 31 décembre 2014

<i>(en millions d'euros)</i>	Dec. 2015	Dec. 2016	Dec. 2017	Dec. 2018	Dec. 2019	2020 et au-delà	Decembre 2014
Dettes et autres passifs financiers	56	12	823	20	5	493	1 409
Total	56	12	823	20	5	493	1 409

B. 1. 3. Au 30 juin 2014

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2015	Jun 2016	Jun 2017	Jun 2018	Jun 2019	au-delà de juin 2020	Jun 2014
Dettes et autres passifs financiers	264	4	2	806	53	497	1 626
Total	264	4	2	806	53	497	1 626

B. 2. Lignes de crédit

Au 30 juin 2015, Edenred disposait de 700 millions d'euros de ligne de crédit confirmée non utilisée avec une échéance fin juin 2019. Cette ligne est destinée à financer les besoins généraux liés à l'activité du Groupe.

Note 17. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES DE MARCHE

A. Risque de taux

A. 1. Analyse taux fixe / taux variable

A. 1. 1. Avant couverture

Les dettes financières hors opérations de couverture se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2014			Décembre 2014			Jun 2015		
	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids
Dettes à taux fixe (1)	1 294	3,40%	87%	1 307	3,40%	100%	1 467	2,74%	100%
Dettes à taux variable	198	1,55%	13%	2	7,60%	0%	2	5,03%	0%
DETTES FINANCIERES	1 492	3,16%	100%	1 309	3,41%	100%	1 469	2,74%	100%

(1) Les taux mentionnés pour la dette à taux fixe correspondent aux taux contractuels appliqués au nombre de jours exact de l'année divisé par 360.

A. 1. 2. Après couverture

Après opérations de couverture de taux, les dettes financières se répartissent de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2014			Décembre 2014			Juin 2015		
	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids
Dettes à taux fixe	479	3,18%	32%	436	3,21%	33%	464	2,01%	32%
Dettes à taux variable	1 013	2,53%	68%	873	2,41%	67%	1 005	2,06%	68%
DETTES FINANCIERES	1 492	2,74%	100%	1 309	2,68%	100%	1 469	2,05%	100%

B. Risque de change

B. 1. Analyse par devise

B. 1. 1. Avant couverture

Les dettes financières hors opérations de couverture se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2014			Décembre 2014			Juin 2015		
	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids
EUR	1 488	3,15%	100%	1 307	3,40%	100%	1 467	2,74%	100%
Autres devises	4	5,79%	0%	2	7,69%	0%	2	6,79%	0%
DETTES FINANCIERES	1 492	3,16%	100%	1 309	3,16%	100%	1 469	2,74%	100%

B. 1. 2. Après couverture

Après opérations de couverture de change, les dettes financières se répartissent de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2014			Décembre 2014			Juin 2015		
	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids
EUR	1 485	2,73%	100%	1 302	2,65%	99%	1 461	2,02%	100%
Autres devises	7	5,90%	0%	7	6,68%	1%	7	6,56%	0%
DETTES FINANCIERES	1 492	2,74%	100%	1 309	2,74%	100%	1 469	2,05%	100%

Note 18. ANALYSE DE L'ENDETTEMENT NET ET DE LA TRESORERIE NETTE

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2014	Décembre 2014	Juin 2015
Dettes financières non courantes	1 289	1 307	1 466
Autres passifs financiers non courants	73	46	43
Dettes financières courantes	203	2	3
Concours bancaires	30	26	154
Autres passifs financiers courants	31	28	42
DETTES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS	1 626	1 409	1 708
Actifs financiers courants	(35)	(51)	(50)
Autres placements de trésorerie	(589)	(665)	(482)
Trésorerie & équivalents de trésorerie	(333)	(425)	(335)
TRESORERIE ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS	(957)	(1 141)	(867)
DETTE NETTE	669	268	841

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2014	Décembre 2014	Juin 2015
Dette nette début de période	276	276	268
Augmentation (diminution) des dettes financières non courantes	(173)	(155)	159
Augmentation (diminution) des autres passifs financiers non courants	6	(21)	(3)
Diminution (augmentation) des autres placements de trésorerie	294	218	183
Diminution (augmentation) de la trésorerie et équivalents de trésorerie, net des concours bancaires	90	(4)	218
Augmentation (diminution) des autres postes financiers	176	(46)	16
Augmentation (diminution) de la dette nette sur la période	393	(8)	573
DETTE NETTE FIN DE PERIODE	669	268	841

Note 19. PROVISIONS

La variation du poste des provisions à caractère non courant, entre le 1^{er} janvier 2015 et le 30 juin 2015, est constituée des éléments suivants :

	31 Décembre 2014	Impact capitaux propres	Dotation de la période	Reprise avec utilisation	Reprise sans utilisation	Différence de conver- sion	Reclasse- ment & périmètre	Juin 2015
<i>(en millions d'euros)</i>								
- Provisions pour retraites et primes de fidélité	32	1	1	(1)	(1)	-	1	33
- Provisions pour litiges et autres	-	-	1	-	-	-	1	2
TOTAL PROVISIONS A CARACTERE NON COURANT	32	1	2	(1)	(1)	-	2	35

La variation du poste des provisions à caractère courant, entre le 1^{er} janvier 2015 et le 30 juin 2015, est constituée des éléments suivants :

	31 Décembre 2014	Impact capitaux propres	Dotation de la période	Reprise avec utilisation	Reprise sans utilisation	Différence de conver- sion	Reclasse- ment & périmètre	Juin 2015
<i>(en millions d'euros)</i>								
- Provisions pour litiges fiscaux	15	-	1	(5)	0	(1)	-	10
- Provisions pour restructurations	5	-	1	(4)	0	0	-	2
- Provisions pour litiges et autres	20	-	2	0	0	0	-	22
TOTAL PROVISIONS A CARACTERE COURANT	40	-	4	(9)	0	(1)	-	34

Pris individuellement, il n'existe pas de litige provisionné supérieur à 2 millions d'euros.

L'impact net des provisions à caractère courant et non courant sur le résultat de la période (dotation moins reprise avec ou sans utilisation) a été comptabilisé dans les postes suivants du compte d'exploitation :

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2014	Juin 2015
Résultat d'exploitation courant	(2)	(1)
Résultat financier	-	-
Provisions sur actifs et restructuration	9	3
Provision pour impôts	3	3
TOTAL	10	5

Note 20. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT, DES TITRES A REMBOURSER ET DES FONDS RESERVES

A. Variation du besoin en fonds de roulement et des titres à rembourser

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2014	Décembre 2014	Jun 2015	Variation Jun 2015 / Décembre 2014
Stocks (nets)	13	14	16	2
Clients (nets)	942	1 035	966	(69)
Autres tiers actifs (nets)	267	272	312	40
BFR Actif	1 222	1 321	1 294	(27)
Fournisseurs	58	67	62	(5)
Autres tiers passifs	161	169	174	5
Titres à rembourser	3 237	3 615	3 341	(274)
BFR Passif	3 456	3 851	3 577	(274)
BFR NET NEGATIF	2 234	2 530	2 283	(247)
Dettes d'IS	18	16	17	(1)
BFR NET NEGATIF (YC DETTES D'IS)	2 252	2 546	2 300	(248)

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2015
BFR net de début de période	2 530
Variation du besoin en fonds de roulement (1)	(224)
Éléments de BFR inclus dans les investissements de développement	9
Éléments de BFR inclus dans les cessions	(17)
Éléments de BFR inclus dans les autres gains et pertes non récurrents	-
Dépréciations	2
Différence de conversion	(18)
Reclassements vers les autres postes du bilan	1
Variation nette de BFR	(247)
BFR NET DE FIN DE PERIODE	2 283

(1) Cf. tableau de financement 1.4

B. Variation des fonds réservés

Les fonds réservés correspondent principalement aux fonds des titres de services soumis à une réglementation spéciale en France (604 millions d'euros), au Royaume-Uni (140 millions d'euros) et en Roumanie (29 millions d'euros).

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2015
Fonds réservés de début de période	(797)
Variation de la période en données comparables (1)	2
Reclassement des autres postes du bilan	-
Différence de conversion	(14)
Variation nette des Fonds réservés	(12)
FONDS RESERVES DE FIN DE PERIODE	(809)

(1) Cf. tableau de financement 1.4

Note 21. LITIGES

A. Contentieux fiscal France

À la suite d'un contrôle fiscal de la société Accor Services France (devenue Edenred France) portant sur les exercices 2003 et 2004, l'administration fiscale a notifié à la société une pénalité pour défaut de production d'un état de suivi des plus-values en sursis d'imposition et des pénalités en matière de TVA.

Les pénalités, d'un montant global de 21,8 millions d'euros, ont fait l'objet d'une mise en recouvrement et ont été payées par la Société en avril 2008. Ce montant a été constaté en résultat dans les comptes clôturés au 31 décembre 2008.

La Société a introduit une instance devant le Tribunal administratif de Montreuil par requête déposée le 10 décembre 2009. Par jugement en date du 2 décembre 2010, le Tribunal administratif de Montreuil a rejeté la requête de la société Edenred France.

Par une requête en date du 16 février 2011, la Société a interjeté appel de la décision devant la Cour administrative d'appel de Versailles.

La Cour administrative d'appel de Versailles a rendu le 6 mars 2014 un arrêt par lequel il est partiellement fait droit à la requête de la société. La Cour a en effet ordonné le dégrèvement des pénalités en matière de TVA pour un montant en principal de 2,3 millions d'euros et a maintenu à la charge de la société l'amende pour défaut de production de l'état de suivi des plus-values en sursis d'imposition.

La société a décidé de former un pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat contre la décision de la Cour maintenant l'amende pour défaut de production de l'état de suivi des plus-values en sursis d'imposition. La société a obtenu le remboursement de la somme de 3,1 millions d'euros, dont 0,7 millions d'euros au titre d'intérêts moratoires qui a été enregistré en résultat suite au désistement de l'administration de son pourvoi.

L'affaire est en cours d'instruction.

B. Litige avec PPR (qui s'est substitué à la Fnac) et Conforama

La société Edenred France (venue aux droits d'Accentiv' Kadéos) est engagée dans un litige avec la Fnac et Conforama, deux des enseignes de son réseau d'acceptation et de distribution de solutions cadeaux. Le litige porte sur le manquement par celles-ci à certaines obligations contractuelles leur incombant, notamment les exclusivités de distribution de la carte Kadéos applicables jusqu'au 31 décembre 2011. La Fnac et Conforama ont en effet créé leur propre carte mono-enseigne et la distribuent dans leur réseau respectif.

Le litige comporte trois volets de procédure : le référé, la procédure au fond et l'arbitrage.

En référé, Accentiv' Kadéos a demandé et vu aboutir, auprès de la Cour d'appel de Paris le 1^{er} décembre 2010, puis auprès de la Cour de Cassation le 15 novembre 2011, une injonction sous astreinte faite à la Fnac de cesser la distribution de sa carte mono-enseigne immédiatement. Une même condamnation a été prononcée à l'encontre de Conforama le 3 décembre 2010.

À ce jour, la procédure suit son cours, en attente de la décision sur le fond. La procédure judiciaire n'étant pas terminée, les indemnités encaissées à ce jour n'ont pas été comptabilisées en résultat.

Au fond, le 28 janvier 2011, la Fnac et Conforama ont assigné Accentiv' Kadéos auprès du Tribunal de Commerce de Paris en vue d'obtenir la levée rétroactive des clauses d'exclusivité et la réparation du préjudice causé du fait du maintien de ces exclusivités. La Fnac et Conforama ont évalué ce préjudice à environ 6 millions d'euros. Le 22 juin 2012, le Tribunal de Commerce de Paris a rendu une décision d'incompétence, sans se prononcer sur le fond, renvoyant les parties devant un tribunal arbitral, compte tenu de l'existence d'une clause d'arbitrage dans le contrat de cession de Kadéos. Accentiv' Kadéos a formé appel de la décision (contredit). Après une décision de la Cour d'appel à l'encontre de laquelle PPR et Conforama se sont pourvus en cassation, la Cour de Cassation, par arrêt en date du 12 février 2014, a rejeté leur pourvoi et renvoyé les parties devant le Tribunal de Commerce de Paris.

Parallèlement, fort de la décision du Tribunal de Commerce de Paris du 22 juin 2012, Kering (anciennement PPR qui s'est substitué à la Fnac dans la procédure) et Conforama avaient introduit une demande d'arbitrage auprès de la Chambre de Commerce Internationale. Chaque partie avait désigné son arbitre. Compte tenu de l'arrêt de la Cour de Cassation du 12 février 2014, le tribunal arbitral a prononcé une sentence en date du 15 Avril 2014 déclarant son incompétence à statuer sur le litige qui lui était soumis. La procédure arbitrale est désormais clôturée.

Les parties sont en conséquence renvoyées devant le Tribunal de commerce de Paris en vue de statuer sur le fond de ce litige.

Edenred estimant ces demandes infondées, aucune provision n'est comptabilisée dans les comptes du Groupe.

C. Contentieux CIRDI

A la suite de la modification du cadre réglementaire et fiscal hongrois relatif aux conditions d'émission des titres-restaurant et titres-alimentaires, la Société a déposé, en août 2013, une requête aux fins d'arbitrage à l'encontre de l'état hongrois devant le Centre International de Règlement des Différends relatifs aux Investissements (CIRDI).

D. Contentieux fiscal Italie

En octobre 2011, l'administration fiscale italienne a notifié à plusieurs sociétés du groupe Edenred et du groupe Accor un redressement en matière de droits d'enregistrement d'un montant de 27,4 millions d'euros. L'administration fiscale requalifie en cession de fonds de commerce passible de droit d'enregistrement différentes opérations de réorganisation des activités de la division Services de Accor en Italie opérées de 2006 à 2010.

Les sociétés notifiées des groupes Edenred et Accor ont décidé de contester le redressement et ont déposé des requêtes en ce sens auprès de l'administration italienne le 16 décembre 2011.

Les notifications de redressement étaient assorties d'une obligation de paiement des sommes redressées dans un délai de 60 jours, les sociétés concernées ont versé les sommes à l'administration italienne le 16 décembre 2011. Le paiement a été supporté à parts égales entre les deux Groupes qui ont conclu un accord prévoyant le partage de façon égale du risque et de la charge pouvant en résulter.

Le contentieux a été porté devant la juridiction compétente à Milan qui s'est prononcée le 25 mars 2014 en faveur d'Edenred et Accor. L'administration a interjeté appel de cette décision.

Une audience s'est tenue le 25 mars 2015 devant la Cour de Milan. Les sociétés sont en attente de la décision.

Les sociétés maintiennent leur position sur le fait que le redressement de l'administration est infondé et estiment, après avoir pris avis auprès de leurs conseils juridiques et fiscaux, que leurs requêtes ont des chances raisonnables d'aboutir favorablement.

En conséquence, aucune charge n'a été comptabilisée dans les comptes d'Edenred.

E. Contentieux fiscaux Brésil

E. 1. Taxe municipale

En décembre 2011, la municipalité de São Paulo a notifié à la société brésilienne Ticket Serviços un redressement en matière d'impôt municipal (ISS – Imposto Sobre Serviços) au titre de la période avril à décembre 2006, alors que celle-ci s'est déjà acquittée de cet impôt auprès de la municipalité d'Alphaville.

Pour cette période, le redressement en principal s'élève à 7,7 millions de reais brésiliens, auxquels s'ajoutent 52,6 millions de reais brésiliens en pénalités, intérêts et inflation au 30 juin 2015.

En novembre 2012, la municipalité a notifié à la société, sur les mêmes fondements, les montants correspondants à la période janvier 2007 à mars 2009.

Pour cette seconde période, le redressement en principal s'élève à 28,1 millions de reais brésiliens, auxquels s'ajoutent 182,6 millions de reais brésiliens en pénalités, intérêts et inflation au 30 juin 2015. La requête de la Société devant les juridictions brésiliennes a été rejetée en première instance administrative et l'affaire a été portée en appel.

La chambre d'appel administrative s'est prononcée défavorablement le 23 septembre 2014. La société a fait appel de la décision.

La Société estime, après avoir pris avis auprès de ses conseils fiscaux, que sa requête a des chances sérieuses d'aboutir favorablement devant les juridictions judiciaires. La Société n'a donc constitué aucune provision à ce titre.

E. 2. Déductibilité fiscale des amortissements de goodwill

En janvier 2012, l'administration fiscale fédérale brésilienne, a notifié à la société Ticket Serviços un redressement en matière d'impôt sur les sociétés et de contribution additionnelle (IRPJ et CSLL) au titre des exercices 2007 à 2010. Le redressement en principal s'élève à 81,7 millions de reais brésiliens, auxquels s'ajoutent 191,9 millions de reais brésiliens en pénalités, intérêts et inflation au 30 juin 2015.

L'administration remet en cause la déductibilité fiscale de l'amortissement de la survalueur constatée lors du rachat de la part minoritaire dans la société Ticket Serviços. Ticket Serviços a engagé un contentieux devant les juridictions administratives. La requête a été rejetée en deuxième instance. La Société est en attente de la notification officielle de cette décision.

Après avoir pris avis auprès de ses conseils fiscaux, la Société estime que sa requête a des chances sérieuses d'aboutir favorablement.

En conséquence, aucune charge n'a été comptabilisée dans les comptes d'Edenred.

Par ailleurs, dans le cadre de la gestion courante de ses activités, le Groupe est sujet à divers litiges, contentieux ou procédures, en cours, en suspens ou dont il pourrait être menacé. À la date du présent document, il n'existe, à la connaissance de la Société, aucun litige dont la Société et/ou une de ses filiales serai(en)t menacée(s) de nature à avoir un impact significatif sur l'activité, les résultats ou la situation financière du Groupe.

Note 22. EVENEMENTS POST CLOTURE

A. 1. Edenred et Daimler concluent un partenariat au Brésil

Le 24 juillet 2015, Edenred s'est associé au groupe Daimler afin de lancer une solution commune sur le marché des cartes-essence au Brésil.

Rapport des CAC sur l'examen limité des comptes

CABINET DIDIER KLING & ASSOCIES
28, avenue Hoche
75008 Paris

DELOITTE & ASSOCIES
185, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

EDENRED

Société Anonyme
166-180 Boulevard Gabriel Péri
92240 Malakoff

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2015

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Edenred, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté

dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 23 juillet 2015

Les Commissaires aux Comptes

CABINET DIDIER KLING & ASSOCIÉS

DELOITTE & ASSOCIÉS

Didier KLING

David DUPONT-NOEL

Déclaration des personnes physiques assurant la responsabilité du document

Attestation du responsable du rapport financier semestriel 2015

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes consolidés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice ainsi que des principales transactions entre parties liées.

Fait à Malakoff, le 23 juillet 2015

Jacques Stern

Président-directeur général